



Conférence internationale pour le dialogue des cultures et des religions
Fès, Maroc, 1^{er} octobre 2013

Panel 4

La situation au Sahel et le risque d'instrumentalisation du fait religieux :
quelles perspectives pour le dialogue ?

Intervention de Monsieur Adama Dieng,
Conseiller spécial du Secrétaire général des Nations unies pour la prévention du génocide

C'est avec plaisir que j'ai accepté de prendre part à cette conférence internationale sur le dialogue des cultures et des religions. Ce plaisir, je le dois d'abord à mon long compagnonnage avec l'OIF qui m'a souvent associé à la réflexion sur les défis politiques ou de civilisations majeures de l'entre-deux siècles. Mon plaisir est aujourd'hui doublé d'un honneur particulier : celui de parler de questions liées à un cadre géographique qui est mon berceau.

Je suis un fils du Sahel, ce sahel aux apparences austères, si inhospitalier aux yeux du non initié mais qui se révèle, pour ses enfants et ceux qu'il accueille, un creuset de convivialité et de maturation prodigieuse des pensées venues de partout; ce Sahel ouvert aux influences berbères et arabes, conquis successivement par les almoravides et les almohades mais jamais dompté totalement pour être l'enfant unique de la *Dar Al Islamia*; Ce sahel souvent meurtri par l'occident mais qui, sans lui être totalement assujetti, a toujours su rester ouvert à sa pensée universelle qui a tant renforcé les droits humains.

Je dois m'empresseur d'ajouter cependant que ce bonheur du fils n'a pas suffi pour dissiper toutes mes hésitations. Des hésitations et incertitudes, j'en ai, parce que le thème qui nous réunit me semble receler un piège pour qui veut l'aborder avec quelque profondeur.

Il est toujours de bon ton d'aborder la question du dialogue des cultures et des religions dans le cadre d'un espace géographique clairement circonscrit. Cependant le Sahel, cette bande de terre semi aride de plus de 3 millions de km² traversant l'Afrique d'ouest en est, et délimitée au nord par le Sahara et au sud par la savane soudanienne, peut se révéler selon le cas, trop étroite ou trop grande, pour servir de cadre d'analyse. Les troubles d'ordre ethnique, religieux et politique qui ont perturbé la région, ne s'étendent pas dans tout le Sahel. Parfois ils le débordent allégrement du sud au nord, d'Abuja au Caire. Ils peuvent aussi coexister sans qu'un fil d'Ariane évident puisse permettre de les relier. La connexion est parfois établie, non pas dans la région mais plutôt avec des idéologies et influences venues de régions aussi lointaines que le Pakistan ou l'Afghanistan.

Dans ce foisonnement de variables qui semblent défier toute systématisation intelligible, se profile cependant une constante, c'est le fait islamique. Qu'il soit estampillé du label modéré, wahhabiste, salafiste, ou affilié Al Qaida, qu'il soit majoritaire ou minoritaire, qu'il soit revendiqué comme étendard ou mis au piloris comme la source de tous les maux, bref quelle que soit sa déclinaison, l'islam semble être le phénomène majeur, ou à tout le moins relevant, autour duquel gravitent la plupart des questions identitaires, et politiques dans cette partie de l'Afrique et peut-être même du monde. Les contours de ce rapport de l'islam aux autres sont complexes et multiformes. L'islam peut être dominant, voire écrasant, posant alors la question de sa tolérance des identités minoritaires. Dominant il peut aussi l'être sociologiquement, tout en étant relégué et réprimé, face à un Etat laïque qui le craint. Il peut être minoritaire mais non moins perçu comme une menace, donc muselé et pourchassé; la donnée islamique est devenue tellement envahissante qu'elle s'invite maintenant dans des conflits au fondement économique, racial ou ethnique comme la question Touareg.

Une des clés de cette omniprésence me semble liée, par-delà son implantation géographique et son dynamisme démographique, au projet islamique d'une part, mais aussi à la crainte de la difficile greffe entre ce projet, et les autres constructions institutionnelles, notamment celles venues d'occident. Le recours à une certaine forme d'islam obéit parfois à un opportunisme politique qui voit dans cette religion la seule force vitale capable de porter un projet politique au succès.

Quand je parle de la particularité du projet islamique, je veux dire que l'islam, quelle qu'en soit la manifestation, extrémiste radicale ou tolérante et ouverte, se conçoit difficilement comme une simple pratique spirituelle individuelle ou de groupe qui coexisterait sans débordement avec un espace séculaire, selon la formule latine de césure entre Dieu et César ou telle que consacré par cette fameuse lettre de Jefferson aux Baptistes de Dansburry rappelant le mur entre l'Eglise et l'Etat voulu par le peuple.

L'Islam se veut un mode de vie, une culture, une civilisation. A ce titre, aucun aspect de la vie économique, politique ou culturelle ne semble échapper à son emprise. Puisque cet état de

fait repose sur un rapport de transcendance, il n'est pas forcément infléchi par l'absence d'une loi formelle ou par le confinement du kalif ou de l'imam à la périphérie des centres de décision étatiques. L'emprise du guide religieux est avant tout sociale. Il est un leader d'opinion.

Cette ambition d'omniprésence n'est certainement pas propre à l'Islam. Toutes les grandes religions la nourrissent. Je dirais même qu'elle leur est consubstantielle. Mais la grande différence avec les autres me semble résider dans la relative jeunesse et la forte vitalité de l'Islam. Les mutations qu'a connues l'Europe depuis le 17ème siècle ont dégagé un espace séculaire, variable certes en fonction de l'histoire de chaque pays, mais suffisamment important et homogène pour redéfinir les termes du contrat social en défaveur de la religion. A cela s'ajoute l'influence continue de la pensée libérale qui a continuellement obéré l'espace religieux en occident.

La première leçon que je tire de cette exploration c'est que l'Islam, instrumentalisé ou pas, peut nourrir la controverse dans l'appréhension de son rapport aux autres. Dès lors, une question majeure est celle de sa place dans nos sociétés en mutation, de sa coexistence avec l'Etat de type moderne, avec les autres groupes.

Une difficulté pour forger une réponse à cette question délicate, peut résulter de ce que nous pensons avoir une solution toute trouvée. Ce faisant, nous avons déplacé le curseur, nous concentrant sur la mise en œuvre de La Solution plutôt que sur l'identification de cette dernière. Hegel avait déjà donné le ton en annonçant la fin de l'histoire. Nos contemporains comme Francis Fukuyama qui lui ont fait écho, ne font en réalité que réitérer ce qui à l'évidence, apparait comme notre certitude dérisoire d'avoir atteint le graal. Nous sommes fiers d'un modèle étatique qui nous semble le plus achevé, malgré toutes les imperfections dont il nous gratifie au quotidien. L'élection comme le seul mode normal de dévolution du pouvoir est gravée dans du marbre, malgré toutes les manipulations dont elle est l'objet; les droits individuels sont mesurés par rapport à des sociétés dont l'histoire est différente. Bref il existe un modèle démocratique exclusif qui constitue le socle de référence à l'aune duquel la

norme sociétale doit être validée. Une démarche qui, devrait peut être, être moins brutale, en prenant en compte le rythme historique parfois différent des communautés considérées.

C'est de ce décalage que naissent certaines incompréhensions. On exige des élections démocratiques, quitte à ce qu'elles servent de marchepied aux tenants d'une idéologie religieuse aux antipodes des valeurs mêmes qui leur auront permis de conquérir le pouvoir. C'est seulement alors que l'on agite les risques d'étouffement de la démocratie. On honnit alors des majorités politiques qu'elle enfante, comme le FIS en Algérie, le Khamas en Palestine ou plus récemment, les mouvements islamistes en Tunisie ou en Egypte. Telle est l'ironie qu'avait déjà relevée Reinhard Nieburg, en observant la société américaine qui recourait à des anti valeurs, au nom des valeurs mêmes qu'elle veut promouvoir.

Poser le problème en termes de compatibilité de valeurs, pourrait être scientifiquement engageant. Mais à mon avis ce serait socialement dangereux et moralement insoluble. Il faudrait plutôt recourir à une forme d'analyse différenciée qui permettrait de trouver des solutions *ad hoc*, en fonction des variables en cause. C'est ce qui est propre au génie humain qui se défie des catégories toutes tranchées.

Deux lignes de force pourraient servir de repère dans cette entreprise : la première est d'apprécier comment l'islam, en tant que phénomène minoritaire, peut coexister harmonieusement avec le projet démocratique; la seconde, qui me semble particulièrement pertinente pour le Sahel, c'est d'apprécier comment favoriser la prévalence d'un islam démocratique et ouvert aux autres dans un environnement propice à toutes les dérives et à tous les extrémismes.

A la question de savoir si l'Islam a les ressources pour s'adapter à une société démocratique libérale, la réponse est affirmative sans ambages. L'Islam a bien su s'inventer une place en Europe et en Amérique du nord. Il est simplement malheureux que des dérives dans sa périphérie, aient pu rejaillir si fortement sur une communauté dont l'écrasante majorité a un comportement exemplaire. Les statistiques auront beau indiquer que le danger est venu plus souvent des groupes d'extrême droite que des terroristes islamistes, la fixation sera chez les

seconds, avec en prime une dérive qui cible tous les musulmans. La polarité s'installe. L'islam se substitue à l'ancien ennemi de l'est communiste. Les incidents en France sur le port de la *Burqa* ou même sur la question du voile en général, malgré toute l'émotion et la médiatisation qui les ont entourés, se résument à quelques cas, pour une communauté musulmane qui fait plus de 5 millions de personnes.

Il nous faut donc restituer aux choses leur dimension réelle et prendre conscience qu'il n'y a pas de péril islamique en Europe ou en Amérique. Le dialogue existe. Il se vit tous les jours, dans les supermarchés, dans les trains et dans les lieux de travail. Il y a juste une perception qu'il faut changer. Cette perception est malheureusement nourrie et entretenue par ceux qui font de la haine de l'autre, leur fonds de commerce politique, en cette période de crise et d'incertitudes où il est si commode de chercher des boucs émissaires.

Il se crée ainsi un risque inutile de confinement de l'islam, avec une intolérance qui s'assume de plus en plus au nom du substrat judéo chrétien de l'Europe, comme si l'histoire de l'Europe devait s'arrêter au 19ème siècle. Ce père d'origine pakistanaise dans la banlieue de Londres qui tue sa fille dans le cadre d'un différent familial, fera oublier les milliers d'autres pères de confession musulmane qui ont un comportement exemplaire. Il est juste le porte étendard d'une religion barbare. L'islam est tellement mis à l'index, qu'il était presque heureux, si l'on peut oser l'expression en des circonstances aussi tragiques, que le tueur norvégien Anders Breivik ne soit pas musulman. La symbolique idéologique très forte construite au lendemain des événements du 11 septembre 2001 fait de la nébuleuse *Al Qaida* l'ennemi du monde civilisé. Par ellipse, par analogie ou par extension, *Al Qaida*, islam ou terrorisme sont devenus synonymes aux yeux de beaucoup. *Allah Akbar* est le cri de ralliement des terroristes musulmans. Ils sont souvent arabes. Ils portent la barbe.

De cette première analogie, il devient permis de mettre en question le mode de vie islamique. On remet en cause le label *Halal* qui n'impose rien à personne, on s'offusque de la construction de lieux de cultes musulmans. Bref on dénie à l'islam son droit d'exister à côté des autres. Ces dérives sont inutiles et dangereuses. Elles créent un ressentiment dont les

répercussions vont parfois au-delà des circonstances qui les ont générées. Ceci bien entendu fait le jeu des extrémistes qui aujourd'hui menacent le Sahel.

L'Islam au Sahel est un phénomène dominant. Mais la question qui hante les esprits n'est pas cet islam socialement prédominant, doublé souvent d'un certain syncrétisme, et qui s'est fort bien accommodé des apports venus d'ailleurs. La menace islamiste qui perturbe les esprits est un phénomène relativement nouveau mais qui a su s'étendre très vite du Maghreb au Nigéria, du Sénégal à la Somalie. Les noms de groupes tels AQMI, Ansar Dine, Al Shabab, MUJAO, ou MNLA qui commencent à être familiers, sont pour l'essentiel, des excroissances de mouvements extrémistes venus d'ailleurs, à l'exception peut être du mouvement Boko Haram au nord du Nigéria, qui lui semble être le résultat d'une longue mutation dans le cadre d'une dynamique interne. Ces mouvements extrémistes trouvent dans le Sahel un terreau fertile à leur expansion à cause de sa fragilité. L'Etat moderne a presque partout une assise limitée, la pauvreté est générale, l'irrédentisme de certains groupes frustrés par le tracé des frontières ou leur délaissement économique est encore présent.

A cette vulnérabilité structurelle, s'ajoute un contexte international de multiplication de groupes islamiques extrémistes, qui s'ajustent et se redéployent à mesure que la traque organisée par l'Europe et l'Amérique s'accroît. Le chaos qui a fait suite à la chute du leader libyen Mouammar El Kadhafi, la circulation des armes qui en a résulté, ainsi que le lâchage des groupes armés qu'il entretenait ; des questions ethniques parfois exacerbées par de mauvaises politiques économiques ou sociales ou par le tracé des frontières, sont autant d'ingrédients qui ont ouvert une grande période d'incertitude au Sahel.

S'il peut paraître exagéré de comparer le Sahel à l'Afghanistan, comme l'a récemment proposé le ministre français des Affaires étrangères Laurent Fabius, qui a forgé à ce propos un sombre néologisme en parlant du « Sahélistan », la menace de déstabilisation de cette région n'en reste pas moins réelle. Le Mali vient de montrer toute sa vulnérabilité et le Niger est à peine mieux loti.

L'éclaircie dans ce sombre tableau, c'est qu'aucun de ces groupes extrémistes n'a d'assise sociale réelle. Ces groupes essaient plutôt de prendre la population en otage, en lui imposant un projet islamique dans lequel elle ne se reconnaît pas.

Les actions militaires de coalitions internationales qui ont permis de repousser certaines avancées de mouvements islamistes comme récemment au Mali ou en Somalie, sont une composante nécessaire dans la réponse aux menaces de l'extrémisme islamique dans le Sahel.

Il faudra cependant se prémunir du danger de voir ces mouvements constituer une alternative au chaos, à la pauvreté et à l'injustice sociale. Les réseaux de solidarité islamistes ont su se montrer particulièrement efficaces et dynamiques au Liban, en Palestine en Egypte et ailleurs, quand la population avait le plus besoin d'aide et de secours. Si cette dernière identifie ces mouvements à la compassion et à la générosité, aucun discours politique ne pourra ensuite l'en détourner.

Pour éviter que les extrémistes ne conquièrent les cœurs, il y a au moins deux pièges que les tenants du système démocratique doivent éviter. Le premier c'est de ne pas leur laisser l'espace de solidarité et de compassion. Le second c'est d'éviter d'être eux-mêmes les géniteurs de l'injustice. Les situations d'injustice ne sont malheureusement pas rares. Alors, l'apparat démocratique ne suffit pas pour opérer la magie.

Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi de faire une incursion dans le champ de mon mandat de Conseiller spécial pour la prévention du génocide. Comme le répétait inlassablement mon prédécesseur, M. Francis Deng, le génocide peut être considéré comme une forme extrême de conflit identitaire, c'est-à-dire un phénomène qui se produit dans des sociétés plurielles où se côtoient différents groupes nationaux, raciaux, ethniques ou religieux. Les tensions entre ces groupes ne découlent pas de leurs différences en tant que telles mais résultent souvent d'inégalités d'accès au pouvoir et à la prospérité, aux services et aux ressources, à l'emploi et

aux perspectives de développement, à la citoyenneté et à l'exercice des libertés et des droits fondamentaux.

Vu que tous les États ont une population mélangée, aucun ne devrait s'estimer à l'abri de telles tensions. Dès lors, la gestion constructive de la diversité dans le Sahel et ailleurs apparaît comme une importante stratégie de prévention pour tout pays. L'idée est que les pouvoirs publics doivent faire en sorte que tous les groupes de population exercent leurs libertés et droits fondamentaux sans discrimination et dans des conditions d'égalité, sur les plans civil, culturel, économique, politique et social, conformément aux normes internationales des droits de l'homme. Après 1945, l'humanité s'était écriée « plus jamais ça ! ». Puis nous avons vécu les camps de la mort au Cambodge, Srebrenica et les 100 jours du génocide Tutsi au Rwanda. Encore plus près de nous, la furie meurtrière est en œuvre en Syrie avec plus de 100 000 morts, en majorité des civils dont des femmes et des enfants, en plus du risque de voir bientôt des minorités religieuses ou ethniques ciblées de façon plus systématique.

Je ne suis pas de ceux qui pensent que l'humanité est incapable de tirer les leçons du passé, et que par suite, elle serait condamnée à répéter périodiquement les mêmes erreurs, les mêmes horreurs. Je suis plus enclin à croire que l'« humanité » en tant que concept est une réalité plus complexe que ce nous postulons, c'est-à-dire des individus avec un niveau d'information et de culture homogène qui transcende l'espace et le temps. La réalité plus triviale nous enseigne que le *sniper* de la *craina* ou le milicien *Interhamwe* qui a sévi dans les collines de Cyangugu, n'est pas sûrement dépositaire du lourd héritage d'autres humains dans d'autres parties du monde. Les dirigeants, qui souvent portent la responsabilité des guerres, sont sans doute informés de la marche du monde et des horreurs qui se passent dans d'autres contrées. Mais les passions et les ambitions prennent souvent le dessus sur ce qui n'est perçu parfois que comme le malheur des autres. En définitive, nous vivons dans un monde très globalisé et qui paradoxalement, souffre de ne pas être intégré davantage. Ce dont nous avons besoin, c'est d'un monde tellement confraternel que l'indigène vivant dans les recoins de la forêt amazonienne soit sensible au drame humain survenant sur les hauteurs de l'Himalaya. C'est à ce prix que le terme « humanité » recouvrira la plénitude de son sens.

En coopération avec le Conseiller spécial pour la responsabilité de protéger, qui exerce son mandat sous ma direction, nous nous occupons de prévenir des crimes d'atrocité, y compris le génocide, les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité, ainsi que leur l'incitation. Mon bureau dispose d'un mandat global. Il recueille et analyse l'information sur des situations à risque partout dans le monde. Nous utilisons cette information pour analyser des cas spécifiques et, lorsque nous jugeons qu'il y a un risque de crimes d'atrocités, nous alertons le Secrétaire général et mobilisons les différents organismes des Nations Unies pour mettre en place des mesures de prévention. De plus, mon bureau s'occupe du renforcement des capacités de prévention des Nations Unies, des Etats membres, des mécanismes régionaux et sous-régionaux ainsi que de la société civile. Enfin, nous sommes chargés de promouvoir le concept de la « Responsabilité de protéger », et de faire jour sur les causes et dynamiques du génocide, des crimes de guerre, du nettoyage ethnique et des crimes contre l'humanité.

Les crises en République Centrafricaine, en République Démocratique du Congo, en Syrie, au Mali et au Soudan, pour n'en citer que quelques unes, nous rappellent de façon tragique l'ampleur de la tâche de prévention des crimes horribles. Même si mon bureau tente de faire face de façon quotidienne aux défis de la prévention des crimes d'atrocité, nous ne pouvons agir seuls.

Le travail de prévention a besoin du soutien et de l'engagement de la communauté internationale, et en particulier des États Membres qui sont les premiers responsables de la protection de leurs populations.

Les organisations de la société civile, y compris les organisations non gouvernementales, les centres de recherches et les universités, les groupes de femmes et de jeunes, disposent de nombreux moyens pour contribuer aux efforts globaux de prévention des crimes d'atrocité. La société civile ainsi que la communauté internationale seront les sentinelles vigilantes pour s'assurer que les gouvernements se hissent à la hauteur de leurs responsabilités quand des populations sont exposées à des risques d'atrocité. Ces organisations peuvent aussi sensibiliser, éduquer et mobiliser les officiers gouvernementaux pour la mise en œuvre de leur

obligation de protection. Des mécanismes pour la prévention des crimes d'atrocité pourraient être mis en place, en collaboration avec les gouvernements.

Mesdames et Messieurs,

Nous connaissons très bien les conséquences tragiques d'ignorer les signes d'un génocide qui s'approche. L'Holocauste a été une expérience unique horrible, mais c'était seulement une version extrême de ce que les populations ont souffert à plusieurs reprises avant le XXe siècle et subiraient de nouveau par la suite. Aujourd'hui, nous assistons à une augmentation dangereuse des tensions ethniques et religieuses dans les différentes régions culminant à un degré extrême de violence dans certains pays.

Nous convenons tous que l'éducation à la tolérance et au respect de la diversité est la clé pour la prévention. Cette noble mission se heurte souvent au fanatisme, à la passion et à l'ambition des individus. Mais nous savons heureusement que les peuples éduqués et sensibilisés, savent s'ériger en rempart pour défendre leurs valeurs. Agissons donc ensemble pour faire triompher nos valeurs communes. Elles ont pour nom respect de la vie, respect de la différence. C'est à ce prix que nous pourrons regarder un passé hideux avec la pleine conviction qu'il ne se répètera pas.

Alors que nous ne pouvons pas corriger les erreurs du passé, nous pouvons au moins apprendre d'eux et nous nous efforçons de créer des mécanismes qui peuvent nous aider à prévenir de telles atrocités ne se reproduisent. Ce n'est pas une tâche facile, c'est celui qui exige un engagement dédié et une volonté politique. C'est, me semble-t-il, cet engagement et cette volonté qui sont la marque de l'OIF et de l'ISESCO dans leur quête d'un monde meilleur marqué par le respect de la diversité culturelle des peuples et des nations, un monde d'où sera exclu toute forme de discrimination, un monde où régnera le respect du droit à la différence.

Quand on parle du dialogue des religions et des cultures, l'erreur la plus commune c'est de réduire celui-ci à un protagonisme théâtral ou chacun viendrait lire sa partition. Le seul

dialogue qui vaille c'est celui qui consiste à revendiquer sa place à ce que le Président Léopold Senghor appelait le rendez-vous de l'universel. Un rendez-vous où chacun viendrait, certes avec sa spécificité, mais aussi avec ce que tous les êtres humains ont en partage. Nous refusons tous la souffrance. Nous abhorrons tous la tyrannie. Nous aspirons tous à une certaine forme de mieux être. C'est ce substrat commun qui rend possible notre cohabitation. L'exclusion de ce rendez-vous, ne devrait viser que ceux qui le mettent en péril. Si on s'en tenait à cette approche, peut être commencerait-on à voir le danger là d'où il vient réellement.